

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LABORATOIRE OXENA

Rue Marc Seguin ZI
La Motte 26800 Portes-lès-Valence

Références : 20231106-RAP-DAEN1031
Code AIOT : 0006102660

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 02/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure du 10/05/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRE OXENA
- Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site classé SEVESO seuil haut est spécialisé dans la formulation de produits biocides, principalement à base d'eau de Javel.

L'ensemble des installations extérieures a été inspecté.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection précédente
- suivi de la mise en demeure
- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une Lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
NCM1-2023 – Conformité à l'EDD	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite	31/12/2023
NC3_2019 – Fréquence analyses eaux indus insuffisante	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	30/11/2023
NC3_2022 – Incompatibilité de produits	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	30/11/2023
NC1_2022 – Absence de couverture de la rétention Javel extérieure	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	À suivre
NC2bis_2021bis – Plan d'inspection PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	31/12/2023
NC1_2023 – Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	30/11/2023
NC2_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	31/12/2023
NC3_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	31/12/2023
NC4_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	31/12/2023
NC5_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	31/12/2023
NC6_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	31/12/2023

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
NC7_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	31/12/2023
NC8_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	31/12/2023
NC9_2023 – Autosurveillance continue pH, T, Débit	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	30/11/2023
NC10_2023 – Rétention zone de quai Nord-Est	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	Avec suites, Lettre de suite	Lettre de suite	30/11/2023
NC1_2023bis – Vanne d'isolement et étanchéité du bassin	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.9	/	Lettre de suite	30/11/2023
NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2	/	Lettre de suite	30/11/2023
NC3_2023bis – Fuite de tuyauterie dans rétention Javel extérieure	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1	/	Lettre de suite	15/11/2023
NC4_2023bis – Rétention avec eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5	/	Lettre de suite	15/11/2023
NC5_2023bis – Filière élimination déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.4	/	Lettre de suite	30/11/2023

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NCM2_2023 – Déchets historiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
NC11_2023 – Etanchéité de la zone de quais	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022,	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	article 8.12.2		
NC12_2023 – Etanchéité zone de dépotage	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.8	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet
Aire de lavage connectée à la rétention extérieure de Javel	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'élimination des déchets dits « historiques », l'exploitant n'avait pas fait procéder à l'enlèvement de tous les déchets au jour de la visite. Suite aux diverses relances faites par l'inspection, l'exploitant a enfin fait évacuer les déchets restants le 03/11/2023.

Concernant l'actualisation de l'étude de dangers, l'exploitant indique que l'actualisation n'a pas débuté mais qu'une partie du bâtiment de stockage dédié au Nord devrait être mis en service courant 2024 (semelle béton à faire + location de la structure du bâtiment).

Par ailleurs, le POI n'est pas suffisamment opérationnel et n'a pas fait l'objet d'un exercice adéquat. L'exploitant doit progresser sensiblement et rapidement sur ce sujet.

La bâche du bassin Sud de rétention présente quelques défauts d'étanchéité. Cet équipement, particulièrement important dans la protection en cas déversement ou d'incendie, mériterait une attention plus importante de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

NCM1-2023 – Conformité à l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats :

Constats lors de la visite du 28/03/2023 :

Le bâtiment de stockage Nord n'a pas été construit. L'exploitant invoque une année 2022 difficile et incertaine financièrement, ce qui l'a fait mettre en pause son projet d'agrandissement.

Il indique que l'étude par le cabinet d'architecte a été relancée. Le dépôt du permis de construire est prévu en juin 2023, auquel il convient d'ajouter 4 mois d'instruction du PC et 1 an de travaux avant la mise en service effective.

Aussi, dans l'attente de la réalisation de ce projet, les stockages de Javel sous forme de produits finis ne sont pas réalisés conformément à l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation. A noter que ces stockages sont susceptibles d'être à l'origine d'effets toxiques hors site lors d'un incendie.

L'exploitant doit exploiter ses installations conformément à l'étude de dangers ou l'actualiser d'ici le 30/06/2023.

Constats lors de la visite du 09/10/2023 :

Par courriel du 21/07/2023, l'exploitant a transmis le bon de commande pour la mise à jour de l'étude de dangers auprès de la société DEKRA. Le planning prévoit une remise de l'étude de dangers actualisée au mieux fin octobre 2023.

Lors de la visite, l'exploitant indique que l'étude n'a pas été commencée avec le bureau d'études.

À suivre

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

NCM2_2023 – Déchets historiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023

Prescription contrôlée :

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

Constats :

Constats lors de la visite du 28/03/2023 :

L'inspection a constaté la présence rémanente de déchets historiques dans l'auvent Nord-Ouest. Il reste environ 5 fûts de 200L rouillés et partiellement percés sur la partie supérieure non identifiés, 10 seaux de 30L de produits non identifiés et 5 seaux de 10 L identifiés comme étant de l'alcool en gel.

Dans le local situé entre les deux zones en rétention Nord, un GRV ancien de 0,8 m³ non identifié et non placé sur rétention est présent. Il semblerait que ce soit du vinaigre.

Un fût métallique rouillé d'environ 40L non étiqueté est présent dans la rétention Nord-Est, sous le auvent.

L'exploitant doit faire évacuer les déchets ayant plus de trois ans, ce qui est le cas des déchets susmentionnés, d'ici le 30/09/2023.

Constats lors de la visite du 09/10/2023 :

L'exploitant indique avoir évacué un fût chez CHIMIREC. L'inspection a constaté l'absence des seaux de 30L et des seaux de 10L. L'exploitant n'a pas justifié de l'élimination de ces déchets.

Un fût de contenu inconnu s'est éventré lors de son reconditionnement avant envoi en traitement. Il est stocké dans un GRV dont le dessus est enlevé non fermé et non à l'abri des intempéries. Deux autres fûts de 200 L sont déjà reconditionnés mais non expédiés. L'exploitant s'est engagé à faire évacuer au plus tôt ces déchets.

Par courriel du 24/10/2023, après plusieurs relances de l'inspection, le BSD pour 0,141 t (1 fût) de déchets dangereux a été transmis (vu explication de CHIMIREC pour le classement en solide du déchet OK).

Par courriel du 26/10/2023, l'exploitant a transmis le devis de CHIMIREC du 25/10/2023 pour l'évacuation d'autres déchets dangereux ainsi que l'ordre d'achat associé du 25/10/2023.

Par courriels du 06/11/2023, l'exploitant a transmis deux BSD pour l'évacuation de 0,305 t de déchets dangereux et a justifié des écarts entre les quantités évaluées lors du devis et dans les BSD (surévaluation des quantités car contenants non remplis intégralement).

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

NC3_2019 – Fréquence analyses eaux indus insuffisante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite
- date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2023

Prescription contrôlée :

Fréquence mensuelle pour tous les paramètres à suivre

Les mesures annuelles réalisées par un laboratoire agréé ne sont pas systématiquement réalisées.

<p>Constats :</p> <p><u>Lors de la visite du 11/04/2022 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté les analyses du 01/03/2022. Les analyses n'ont pas été réalisées à une fréquence mensuelle depuis le début d'année, bien que cela soit prescrit par l'arrêté préfectoral et l'autorisation spéciale de déversement.</p> <p>L'exploitant doit respecter la fréquence d'analyses mensuelle de ses rejets d'eaux industrielles.</p> <p><u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>La déclaration des résultats sous GIDAF a été réalisée pour les mois de mars et avril 2023. Une journée par mois a été renseignée. Le débit, la température et le pH ne sont pas renseignés dans GIDAF.</p> <p>Lors de la visite, il n'y avait pas de déclaration de mai à septembre 2023 contrairement à ce qui est indiqué dans le courriel du 17/07/2023. Depuis, des déclarations ont été réalisées (juin). Il n'y a pas de déclaration des eaux superficielles pour mai et juillet. Il n'y a pas de déclaration des eaux souterraines pour juillet 2023.</p> <p>Le pHmètre, le débitmètre et le thermomètre n'étant pas en place, il n'y a pas de relevé pour ces paramètres.</p> <p>L'exploitant doit respecter les fréquences d'analyses des eaux superficielles et des eaux souterraines d'ici le 30/11/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC3_2022 – incompatibilité de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Lors de la visite du 11/04/2022 :</u></p> <p>Plusieurs GRV de peroxydes d'hydrogènes (combustibles) sont stockées la rétention que des GRV de liquides inflammables sous le auvent Nord,</p> <p>L'exploitant doit veiller à ne pas stocker de produits incompatibles dans une même rétention d'ici le 31/07/2022.</p> <p><u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>Sous l'auvent Nord-Ouest, quelques GRV d'acide phosphorique et d'alcool isopropylique sont stockés dans la grande rétention à environ 3 m d'un GRV de peroxyde d'hydrogène à 35 % placé</p>

<p>sur une autre rétention mobile sous-dimensionnée.</p> <p>De plus, dans la rétention Nord-Ouest de l'auvent Nord, des bidons de vinaigre sont stockés dans la même rétention que les GRV contenant des bases.</p> <p>Les produits chimiques doivent être stockés dans une rétention correctement dimensionnée et sans produits incompatibles d'ici le 30/04/2023.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu à la demande.</p> <p><u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>L'inspection a constaté que le peroxyde d'hydrogène est mis sur une rétention, à part, d'un mètre cube.</p> <p>En revanche, dans la rétention Nord-Est de l'auvent Nord, les bidons de vinaigre sont toujours stockés dans la même rétention que les bases (notamment de l'eau de Javel).</p> <p>L'exploitant n'a toujours pas répondu intégralement à la demande. L'exploitant doit veiller à ne pas stocker de produits incompatibles dans une même rétention d'ici le 30/11/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC1_2022 – Absence de couverture de la rétention Javel extérieure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>L'exploitant s'est engagé dans son dossier de demande d'autorisation de 2021 à couvrir la rétention extérieure de Javel.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Lors de la visite du 11/04/2022 :</u></p> <p>L'exploitant précise que les eaux traitées par la station de traitement interne sont désormais principalement des eaux issues de la rétention extérieure d'eau de Javel.</p> <p>Il s'engage à faire les travaux pour couvrir cette rétention d'ici fin 2023.</p> <p>Par courriel du 10/01/2023, l'exploitant indique que le projet est à l'étude.</p> <p><u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>L'exploitant indique qu'il va avoir les aides de l'agence de l'eau pour ce projet. Il tiendra informée l'inspection de l'avancée du projet au 30/06/2023.</p>

<p><u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u> Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis un devis de la société TARDY pour la couverture de la rétention. Le devis du 15/09/2023 pour l'auvent a été validé en séance. L'exploitant ne s'est pas engagé sur des délais de mise en œuvre.</p> <p>À suivre</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC2bis_2021bis – Plan d’inspection PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant envisage d'être formé par le BUREAU VERITAS sur les inspections de routine lors de l'inspection externe détaillée de 2021. Une formalisation de cette formation devra être transmise à l'inspection d'ici le 31/01/2022.</p>
<p>Constats : <u>Lors de la visite du 11/04/2022 :</u> La formalisation de formation interne pour les inspections de routine n'a pas été faite.</p> <p><u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u> L'exploitant indique que les visites de routine vont finalement être faites par Bureau Veritas. La prochaine est prévue le 02/05/2023. Le devis validé le 23/03/2023 a été présenté. A noter que deux bacs ont été changés. L'exploitant transmettra d'ici le 30/06/2023 le rapport de visite de routine des bacs.</p> <p><u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u> L'exploitant a présenté les rapports de visite de routine de BUREAU VERITAS du 02/05/2023 pour la cuvette extérieure de stockage de Javel et pour les cuves intérieures. Les cuves extérieures de Javel n'ont pas été auditées. Ces cuves doivent faire partie des visites de routine (potentiel de dangers le plus élevé entre toutes les cuves) d'ici le 31/12/2023. Les rapports seront transmis dans ce délai à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC1_2023 – Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne.
Constats : <u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u> L'état des stocks a été transmis par courriel le 29/03/2023. L'état des stocks ne mentionne pas les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX. Il est mis à jour au moins de manière quotidienne. Il ne comporte pas les matières combustibles présentes (plastiques/cartons). L'état des stocks est référencé dans le POI de 2021 page 28. L'exploitant ne dispose pas d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population. L'exploitant doit disposer d'un état des stocks permettant de répondre aux besoins de gestion d'un événement accidentel et d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population d'ici le 30/06/2023.

<p><u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks du jour. Il ne mentionne toujours pas les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX. L'exploitant ne dispose pas par ailleurs d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>L'exploitant doit remédier à cet écart d'ici le 30/11/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC2_2023 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À partir des éléments fournis par les études de dangers, un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. L'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 susvisé précise son contenu.</p> <p>Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI établi en application de l'article R. 515-100 du code de l'environnement.</p> <p>Le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
<p>Constats :</p> <p><u>Lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>Le POI est basé sur l'étude de dangers de 2021. Cependant, les installations ne sont exploitées conformément à cette étude de dangers, notamment sur la partie stockages Nord car l'extension n'a pas été construite.</p> <p>Le POI ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ;

<ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant doit corriger ces points d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis un POI actualisé.</p> <p>Les plans présentés dans le POI sont disparates : ils représentent parfois les bâtiments existants, parfois ceux en projet. Les distances d'effets toxiques sont basées sur le projet, pas sur l'activité actuelle.</p> <p>Le POI ne comprend toujours pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ; - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant doit revoir son POI en ajoutant les éléments ci-avant d'ici le 31/12/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC3_2023 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p>
Constats : <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>Le POI ne justifie pas de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment hors heures ouvrées.</p>

L'exploitant doit corriger ce point d'ici le 30/06/2023.
<p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI. Cette version n'intègre toujours pas la justification de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment hors heures ouvrées.</p>
L'exploitant doit corriger ce point d'ici le 31/12/2023
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC4_2023 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>Le POI ne précise pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI. Les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement sont rapidement abordés et reposent principalement sur l'intervention de sociétés spécialisées.</p>
L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 31/12/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC5_2023 – POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Des exercices réguliers, au minimum tous les 3 ans, sont réalisés en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours pour tester le POI. Une version papier et une version électronique du POI sont transmises à l'inspection des installations classées et au service d'incendie et de secours à chaque mise à jour.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions lui est adressé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu d'un exercice d'évacuation du 07/10/2022. Il ne s'agit pas d'un exercice POI. L'inspection n'a pas été informée de la date retenue de l'exercice et n'a pas été destinataire du compte-rendu.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice POI en liaison avec le SDIS et tenir l'inspection informée de la date retenue. Le compte-rendu lui sera adressé d'ici le 30/09/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice POI en liaison avec le SDIS et tenir l'inspection informée de la date retenue. Le compte-rendu lui sera adressé d'ici le 31/12/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite</p>

NC6_2023 – Contenu POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p>Constats :</p>

Constats lors de la visite du 28/03/2023 :

a) Les personnes habilitées à déclencher le POI sont le chef d'établissement et l'animateur QSE. Les moyens de premières interventions sont listés.

b) Le responsable des liaisons avec l'autorité responsable du PPI est le chef d'établissement. Son intérim n'est pas prévue.

c) La description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite ;

d) le système d'alerte et évacuation est indiqué.

La liste des contacts est incomplète et n'est pas à jour.

L'exploitant indique que la pompe de relevage située en amont du bassin de rétention ne fonctionnerait pas en cas de coupure électrique. Il indique que les liquides seraient dirigés vers le point bas du site, la cour camion, qui est communiquée de manière gravitaire vers le bassin de rétention.

L'incendie des stockages de plastiques n'est pas mentionné dans le POI. Le POI doit comprendre les mesures d'urgences à prendre pour l'ensemble des scénarios ayant des effets sur le site.

Les éléments manquants ci-avant doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.

Le PC ex prévu (bureau du chef d'exploitation) est situé dans les zones d'effets irréversibles. Ce local n'est pas une salle de confinement. L'exploitant doit revoir l'emplacement du PC ex d'ici le 30/06/2023.

Constats lors de la visite du 09/10/2023 :

Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une mise à jour du POI.

L'intérim du DOI est prévue.

c) La description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite dans la dernière version du POI (pas de listing des événements pouvant survenir avec en face les dispositions à mettre en œuvre)

Il n'y a pas de cartographie des effets thermiques de l'incendie des emballages plastiques, seulement les distances d'effets. Les mesures d'urgence à prendre en compte ne sont pas précisées.

Le PC ex est prévu toujours prévu sur le site dans la zone des effets irréversibles toxiques. Il n'est pas précisé qu'il s'agit d'une salle de confinement.

L'exploitant doit revoir le POI en tenant compte des remarques ci-avant d'ici le 31/12/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

NC7_2023 – Contenu POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>e) Une fiche de communication est prévue pour le DOI (directeur des opérations). Un modèle de communiqué de presse est présent.</p> <p>f) Les dispositions visant en situation d'urgence à guider les services de secours ne sont pas prévues</p> <p>g) les dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont pas prévues (notamment DOI, responsable intervention...)</p> <p>h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas présentes dans le POI.</p> <p>Les éléments manquants doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI.</p> <p>Les dispositions visant en situation d'urgence à guider les services de secours sont prévues (responsable intervention). L'intérim pour le responsable intervention n'est pas prévue.</p> <p>Les dispositions prises pour former le personnel sont prévues de manière annuelle.</p> <p>Les mesures d'atténuation prises hors site portent principalement sur les mesures post-accidentelles.</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour son POI en tant compte des remarques ci-avant d'ici le 31/12/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite</p>

NC8_2023 – Contenu POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite

<ul style="list-style-type: none"> date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances ».</p> <p>Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>i) Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ne sont pas prévues dans le POI.</p> <p>L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Le POI actualisé ne comporte toujours pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 31/12/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite</p>

NC9_2023 –Autosurveillance continue pH, T, Débit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Débit journalier : mesure en Continu</p> <p>PH : mesure en Continu</p> <p>Température : mesure en Continu</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>L'exploitant ne mesure pas en continu le débit, le pH et la température. L'exploitant a présenté un relevé régulier des volumes rejetés, soit entre 3 et 5 m³/j.</p> <p>Un devis du 19/05/2022 non validé a été présenté.</p> <p>Les travaux doivent être menés d'ici le 30/06/2023.</p> <p>Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant indique que son prestataire a des difficultés à se fournir en matériel. L'installation est prévue pour fin septembre 2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p>

Le matériel n'est toujours pas installé. L'exploitant a présenté le devis validé du 15/09/2023 de HARLOR PLASTIC. Il indique qu'une intervention est prévue le 30/10/2023.
L'exploitant doit justifier de la mise en service des équipements de mesure en continu du débit, pH et température d'ici le 30/11/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC10_2023 – Rétention zone de quai Nord-Est

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.
Constats : <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> Des stockages de produits finis de Javel en petits contenants sont présents sur la partie bitumée de la zone Nord-Est du site. La bordure béton délimitant la zone herbée de la zone bitumée est soit absente par endroits, soit abîmée. A noter que cette zone communique directement avec le bassin de rétention Sud. L'exploitant doit dans un premier temps écarter ses stocks tampons de produits finis de la zone herbée. Il transmettra dans un deuxième temps des photos des travaux de remise en état de cette zone d'ici le 30/06/2023. <u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> La bordure béton délimitant la zone herbée a été réparée. Elle a cependant été cassée à nouveau à un autre endroit. L'exploitant doit dans un premier temps écarter ses stocks tampons de produits finis de la zone herbée. Il transmettra dans un deuxième temps des photos des travaux de remise en état de cette zone d'ici le 30/11/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC11_2023 – Etanchéité de la zone de quais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.
Constats : <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> Le sol de la zone de quais de chargement présente des fissures et des zones où le sol est abîmé. Cela semble remettre en cause l'étanchéité de cette zone de rétention. L'exploitant doit remettre en état le sol de la zone de quais d'ici le 30/06/2023. Des photos seront transmises à l'inspection. <u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> L'inspection a constaté que le sol de la zone des quais de chargement a été réparé. L'exploitant a répondu à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

NC12_2023 – Etanchéité zone de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.8
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles visées à l'article 8.12.2. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.
Constats : <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> Les joints de la pointe diamant de l'aire de dépotage ne semblent pas assurer l'étanchéité de la zone de dépotage. L'exploitant doit mener les travaux nécessaires afin de garantir l'étanchéité de la zone de dépotage d'ici le 30/06/2023. <u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> Les joints de la pointe diamant de l'aire de dépotage ont été repris. L'exploitant a répondu à la demande.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

NC1_2023bis – Vanne d'isolement et étanchéité du bassin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 500 m³ avant rejet vers le milieu naturel. Le dispositif d'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est maintenu fermé par défaut (voir article 4.7.2.). La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la vanne permettant de diriger les eaux du bassin de rétention Sud vers les puits d'infiltration est maintenue fermée.</p> <p>La bâche du bassin rétention Sud présente à au moins un endroit un défaut apparent d'étanchéité sur sa paroi Sud, sous un tuyau d'arrivée d'eau.</p> <p>L'exploitant doit rapidement faire vérifier l'intégrité de la bâche et mener les réparations nécessaires d'ici le 30/11/2023. Un rapport d'intervention sera transmis à l'inspection d'ici cette date.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Quelques GRV sont stockés sur la zone de dépotage de la Javel vrac. L'exploitant indique qu'ils contiennent de l'eau de Javel. L'étiquetage est absent ou faux (reconditionnement dans un contenant ayant contenu un autre produit).</p> <p>L'exploitant doit étiqueter correctement les produits chimiques d'ici le 30/11/2023. Le nom et les pictogrammes de dangers doivent apparaître.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC3_2023bis – Fuite de tuyauterie dans rétention Javel extérieure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1
Thème(s) : Produits chimiques, Etanchéité tuyauteries
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la tuyauterie sur la cuve de Javel de 50 m³ n°4 extérieure est fuyarde. La fuite est au droit de la rétention.</p> <p>L'exploitant doit prendre les mesures adéquates afin que les tuyauteries ne soient pas fuyardes d'ici le 15/11/2023. Au vu des fuites assez régulièrement constatées lors des visites passées, il peut utilement être organisé des rondes de surveillance des fuites hebdomadaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

NC4_2023bis – Rétention avec eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que des eaux pluviales sont présentes dans la rétention extérieure de Javel. Le volume de rétention ne laissant pas de marge pour les eaux de pluie. L'exploitant doit vidanger les eaux pluviales de la rétention extérieure de Javel selon la procédure adéquate d'ici le 15/11/2023 maximum.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.7
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement : pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout autre dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
Constats : L'exploitant indique que la zone de dépotage extérieure de la Javel est utilisée comme aire de lavage de contenants. Les eaux sont renvoyées vers la rétention qui est elle-même connectée à la station de traitement des effluents. L'exploitant indique qu'une aire de lavage avec tête de lavage est en projet à proximité de la station de traitement. Il est en effet judicieux de ne pas utiliser la rétention comme une zone de transit d'eaux polluées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.
Constats : Par courriel du 20/10/2023, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets pour des déchets codés 15 02 02* (absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses). Ces déchets sont envoyés en transit chez la société NEGOMETAL à Romans-Sur-Isère pour une élimination finale chez TREDI à Sallaire-Sur-Sanne. L'exploitant doit justifier des autorisations de la société NEGOMETAL pour le transit de ce type de déchets dangereux d'ici le 30/11/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite